

**Café géo (Lyon) du 1^{er} octobre 2008 :
La nature recréée est-elle encore naturelle ?**

Café animé par :

- Isabelle Lefort, professeur de géographie à l'Université Lumière Lyon 2
- Gilles Clément, jardinier et paysagiste
-

Présentation par une des représentantes du musée des Confluences :

Ce café géo a lieu dans le cadre du festival Label'Bête, organisé par le musée des Confluences. Ce musée cherche à faire le tour des questions sur les rapports entre l'homme et la nature, avec comme thématique plus spécifique cette année le monde sauvage. Le musée interroge donc les mondes inconnus, sauvages, mais aussi les mondes sauvages plus proches de nous, en ville entre autres.

Le café géo a donc pour but de questionner la nature et les différents regards et approchant qu'elle peut susciter. Pour en discuter et en débattre, deux intervenants : Gilles Clément, paysagiste et naturaliste, qui a notamment réalisé le jardin du quai André Citroën à Paris, les jardins de l'ENS LSH de Lyon, et qui travaille à l'École Nationale de Versailles. Et Isabelle Lefort, professeur de géographie à l'université Lyon 2, qui s'intéresse plus particulièrement aux questions d'épistémologie, de représentations et de pratiques sociales.

Débat entre Isabelle Lefort et Gilles Clément :

Isabelle Lefort : La question de la nature est une question forte, qui rassemble différentes approches et disciplines. Etre géographe suppose aussi de lire des ouvrages sur le jardin et l'activité de paysagiste. Il s'agit de « braconner » dans la littérature des autres disciplines, dans une littérature qui n'est pas géographique au départ, mais qui intéresse aussi les géographes. Confronter une géographe et un jardinier/paysagiste est donc une approche intéressante.

Pour commencer, il faut éclaircir le paradoxe contenu dans l'intitulé du Café géo, la provocation. On pourrait aussi interroger le singulier attribué au mot « nature », se demander pourquoi on ne le mettrait pas au pluriel. Mais en tout cas, le titre est provocateur et fait réagir. La nature recréée, cela signifie que l'on crée et recrée beaucoup et partout aujourd'hui. On peut même parler de « boulimie » de nature, on assiste à une démultiplication de la nature, avec une position que l'on peut qualifier de consumériste.

Gilles Clément : Il faut d'abord revenir sur le terme de nature. Isabelle Steinger rappelle que le mot nature a été créé par les Grecs, pour analyser le monde objectif manipulé par les dieux. On a donc créé le mot pour en faire quelque chose de clair et l'étudier ensuite. Cela suppose un début de mise à distance par rapport à la nature. Mais pourtant, les hommes sont en rapport avec elle. Le deuxième temps de mise à distance avec la nature est le moment de l'invention des instruments, qui nous permettent de la regarder de plus près. Enfin, le troisième temps de mise à distance correspond à la vision romantique, qui est peut-être la plus forte car la plus dramatisée.

Cette vision est totalement remise en question au début du XX^{ème} siècle, avec l'apparition du principe d'écologie : tout est lié, alors pourquoi irait-on sortir l'homme de l'écosystème ? C'est tout à fait artificiel de sortir l'homme de la nature et de mettre une distance entre les deux. Parler de la nature, c'est continuer de la mettre à distance. Mais le terme lui-même est

commode. Il faudrait mieux envisager le rapport homme/nature comme un état d'immersion, à l'égal des autres êtres vivants.

Le bouleversement culturel survient avec l'avènement écologique. L'homme n'est alors plus vu comme l'élément central, comme en état de flottaison entre les êtres vivants avec qui on est en contact. On assiste aujourd'hui à une grosse remise en question. La question de la « nature » ne se pose plus du tout comme il y a un siècle.

Isabelle Lefort : dans la distance homme/nature, qui est datée, on envisage en fait deux sphères partagées. Surtout en géographie. Il faut en fait changer de jardin, c'est-à-dire changer de légende, changer de récit. Car la modernité et la séparation nature/culture ont donné un n majuscule au mot nature. Elle est alors absolutisée et objectivée.

Gilles Clément : Il ne faut pas se référer au mot nature, car il instaure une confusion. Il faut envisager une relation beaucoup plus fusionnelle. Le débat de la nature recréée n'est plus : on s'intéresse au vivant, et pas de savoir si c'est naturel ou pas naturel. Par exemple, en ville, la diversité du vivant est parfois supérieure à celle de la campagne alentour. Le miel extrait des ruches parisiennes est d'excellente qualité, meilleure qu'ailleurs, où d'ailleurs les abeilles disparaissent. Dans un milieu artificiel, la vie continue. Eliminer le terme de nature semble de ce fait nécessaire.

Isabelle Lefort : Ce terme est certes biaisé, mais on fait avec faute de mieux. Dans le rapport entre l'humain et le non humain, la catégorie « nature » n'est pas opératoire, elle introduit un entre-deux. Pendant longtemps, en géographie, la nature a été une catégorie structurante. Comment, au contraire, les géographes sont-ils perçus du côté des jardiniers ?

Gilles Clément : Avant de parler des géographes, donnons des définitions du jardin et du paysage. Le paysage est ce qui se trouve sous l'étendue du regard, ou pour ceux qui sont non-voyants, ce que les autres sens perçoivent. C'est donc une approche émotionnelle et subjective, liée à la culture mais aussi à l'individu lui-même. Par exemple, une prairie du Limousin est seulement verte pour un Français, mais elle est amère pour un Papou, qui associe la couleur verte à l'amertume. Il existe diverses visions et perceptions pour un même territoire. Le jardin est un lieu du travail avec le vivant, le seul et unique espace où l'homme peut travailler avec la nature et où le rêve n'est pas interdit, contrairement au lieu public, qui est le lieu des interdits. Les rêves sont différents selon les époques, d'où l'existence de jardins diversement agencés, en fonction de meilleur perçu par nous à une époque donnée. Le recouvrement entre le paysage et le jardin : la vie et les êtres vivants.

Isabelle Lefort : Quelle est, dans cette perspective, la représentation des géographes ?

Gilles Clément : Il avoue avoir beaucoup aimé la géographie, avoir été passionné par l'enseignement de la géographie physique. Ce qui est passionnant, ce sont aussi les cartes et la cartographie, les possibilités qu'elles offrent pour représenter le vivant. Par exemple, Libération avait publié des cartes, où le vivant était représenté par les animaux possédant une balise Argos. Cette fascination pour les cartes relève aussi d'une fascination pour les voyages et les découvertes : les noms de Cook ; La Pérouse évoquent la recherche de nouveaux continents. C'est une façon de voir et d'envisager l'ailleurs. C'est un vrai émerveillement. Se souvient d'un travail sur le Mont St Michel envisagé avec des images satellites, qui sont des outils fascinants : elles permettent de déterminer les lieux de concentration de la biomasse. La géographie n'est pas (seulement) économique et politique, mais elle est la révélation d'un existant avant tout. Le substrat du vivant est ce qu'il y a de plus simple et de plus intéressant.

Isabelle Lefort : quel est le rapport entre géographie et paysage ?

Gille Clément : le paysage est peu envisagé en géographie. Augustin Berque est un des rares à s'y être penché, mais il est un peu marginalisé en géographie.

Isabelle Lefort : pourtant, le paysage est une entrée importante en géographie.

Gilles Clément : Qu'est-ce que les géographes revendiquent sur le paysage ?

Isabelle Lefort : C'est un peu le paradigme perdu des géographes, un objet construit et circonscrit, comme s'il appartenait aux géographes. Mais d'autres disciplines ont pris le relais et se le sont approprié. Dans les années 1970-80, les géographes ont aussi été reconfrontés à une demande sociale et politique en terme de paysage, on réclamait un outillage, on posait des questions aux géographes. A ce moment, on voit apparaître une floraison de travaux chez les naturalistes, les sociologues, les philosophes, portant sur le paysage.

Il est nécessaire de travailler sur l'éducation à l'environnement, la médiation à la nature (par le biais des chartes paysagères par exemple), qui entraîne une confrontation au paysage. Au départ, il s'agissait d'aider les étudiants et leur faire acquérir une vision critique sur les commandes demandées aux ingénieurs du paysage. Par exemple, lors d'un travail sur les tourbières au début des années 90, on s'est aperçu que le discours n'était pas du tout historicisé. La demande était un désir d'identification et de nomenclature, mais d'une manière absolutisée.

Les géographes ont été reconfrontés à cette question, mais il y a eu un moment de flottement. Ce qui est demandé, ce n'est pas de s'en tenir à l'analyse stricte et objective de l'objet, mais on demande aux paysagistes d'inventer, de fabriquer. Ils n'ont pas à révéler une géographie des lieux, mais ils doivent fabriquer ce qui n'existe pas encore : contrairement aux géographes qui révèlent ce qui existe déjà. On demande un rêve, quelque chose de non encore imaginé, on empiète sur le travail d'artiste.

Isabelle Lefort : on rejoint ici la question de l'artisanat. Longtemps, les géographes ont eu un regard rétrospectif sur le paysage, le regard projectif et prospectif est assez neuf, et finalement encore à la marge parmi les géographes. On le perçoit au travers des chartes, qui réclament des outils et des méthodes de géographes.

Gilles Clément : Une thèse est en cours à ce propose. Elle s'intéresse aux textes de la convention européenne du paysage et à la charte du paysage : le droit peu-il vraiment résoudre les problèmes de paysage. ? Elle porte sur le territoire des Coteaux du Layon, en Anjou. Le problème a déjà été soulevé par le classement des coteaux de St Emilion au patrimoine mondial de l'Unesco : que se passera-t-il si on ne boit plus de vin ? La muséification est-elle la solution la meilleure dans ce cas ?

Isabelle Lefort : au-delà des labels, l'enjeu de la patrimonialisation est à interroger.

Gilles Clément : Cela prouve seulement une peur de l'évolution et la volonté de garder une image d'identité culturelle. Mais les cultures et les identités changent. Les paysages changent aussi au fil du temps : les terrasses de l'Ardèche, structurantes au XIXème, ont aujourd'hui disparu.

Isabelle Lefort : On peut évoquer le Pont du Gard, où ont été créés des jardins de garrigue. Dans ce cas, la patrimonialisation va avec un projet éducatif, avec une volonté d'instruire.

Gilles Clément : La pédagogie consiste à donner des clés de compréhension face à la garrigue ou au paysage, à donner de l'intelligibilité. C'est donc utile. Cela consiste à faire attention à ce qui nous entoure. L'éducation a valeur d'utilité ; elle est nécessaire, mais pas forcément la patrimonialisation.

Isabelle Lefort : même si l'artefact est complet, comme dans le cas du Pont du Gard ?
Gilles Clément : l'éducation, oui.

Isabelle Lefort : La patrimonialisation renvoie aussi à des schèmes de pensée anciens, est-ce alors une vraie invention ?

Gilles Clément : on va même bientôt patrimonialiser des éoliennes...Les deux peuvent très bien fonctionner ensemble : la nouveauté et la patrimonialisation, on peut greffer du nouveau sur de l'ancien. Pendant très longtemps on l'a fait : détruire un bâtiment et réutiliser les pierres pour en faire un neuf. Aujourd'hui, on a beaucoup moins de liberté.

Isabelle Lefort ; du fait du poids de la juridicisation sur les paysages.
La nature est quelque chose de complexe, il y a un gradient de sophistication.

Gilles Clément : Effectivement, on peut voir un gradient de l'amibe, à l'homme et à l'ordinateur. C'est complexe, mais pas plus que la communication des plantes entre elles, par l'intermédiaire de certains champignons, que l'on peut rapprocher d'un comportement lamarckien. Une communication est possible entre des plantes éloignées, par exemple certains mimosas d'Afrique émettent une toxine pour ne pas être broutés par les impalas, mais ceux qui sont plus éloignés émettent aussi cette toxine. C'est un équilibre très intéressant, une sorte de préservation. On connaît aussi des racines capables de désherber autour d'elles. Mais de telles connaissances n'en sont encore qu'à leur balbutiement, il existe une incroyable diversité comportementale.

Isabelle Lefort : vous évoquez la proximité avec Lamarck, les géographes, eux, entretiennent plutôt une proximité avec Darwin.

Gilles Clément : Les raisons sont discutables et sont d'ordre philosophiques. Lors d'un travail dans un jardin austral méditerranéen, j'ai été interpellé par des plantes qui vivent par le feu, des pyrophytes. Je fais le constat suivant : les climats se situent depuis toujours sur les mêmes grandes zones de la planète, mais les continents, eux, bougent. Or, sous climat méditerranéen, certaines flores ont du au fil du temps se retrouver dans des régions sèches : ce qui aurait provoqué un choc darwinien. On a un choc brutal, mais pourtant depuis des milliers d'années, les plantes utilisent le feu. On a là deux temporalités : Darwin insiste sur le temps court, Lamarck insiste lui sur le temps long et l'évolution plus longue. S'opposent deux théories de l'évolution, pour Darwin, seuls passent ceux qui peuvent, ce qui va de pair avec une vision libérale des choses, tandis que pour Lamarck, tous les être vivants peuvent changer et ces changements se transmettent aux descendants : d'un côté, rien ne change, de l'autre il y a l'espoir du changement. Je suis optimiste donc je préfère la vision lamarckienne. Et la politique est liée à cela également : à Darwin on associe le libéralisme. Aujourd'hui la classification droite/gauche ne fonctionne plus, mais l'opposition cynisme/optimisme et donc Darwin/Lamarck fonctionne bien.

Isabelle Lefort : La deuxième entrée possible pour faire dialoguer les géographes et les jardiniers se situe donc du côté des pratiques et de l'engagement. Vous proposez un militantisme qui prend ses racines dans une écologie profonde, où la nature supplante l'homme.

Gilles Clément, une petite rectification, la nature ne supplante pas l'homme, mais il y a une équivalence entre les deux.

Isabelle Lefort : quel est alors votre engagement sur un fond politique ?

Gilles Clément : Avant cela, j'aimerais ajouter quelques données, car je n'imaginai pas un jour pouvoir donner une opinion politique. Quand on travaille sur des espaces publics, on est obligé de rentrer dans le champ politique, on ne peut pas faire autrement. Le problème est que le champ public s'est rétréci, les lieux de convivialité disparaissent peu à peu, il y a une perte qualitative de l'espace public, qui demande à être compensée.

Le problème de la disqualification du milieu se pose aussi : par exemple aujourd'hui, on ne peut plus boire l'eau qui est au fond de notre jardin. Les relations entre qualité biotique de l'eau, le milieu, nous et le paysage sont en jeu, et le coût pour arriver de nouveau à une eau potable est énorme.

Depuis 15 ans, les projets publics ont disparu, la finance déconnectée a pris le pas sur le capitalisme industriel, elle se substitue aussi aux politiques publiques. La loi est très simple : il faut que ça rapporte. On peut réagir en augmentant la production de produits non homologués, comme le purin d'orties, mais les lobbies s'insurgent contre cela. Tout est marchandisé au détriment des autres, du vivant et de l'air de tous.

Isabelle Lefort : Je me fais l'avocat du diable, mais qu'en est-il de l'incitation à consommer de la nature ?

Gilles Clément : C'est travestir et marchandiser la nature, ce n'est en rien faire de l'écologie. On peut faire référence au récent Grenelle de l'Environnement. Il n'y a certes pas que des côtés négatifs dans ces réalisations, mais le danger réside vraiment dans le processus de marchandisation. J'écoutais un jour Borloo sur France Inter qui nous disait que tout va bien, que nous allons dépolluer, on va instaurer des taxes et tout ira bien. Il nous dit que le crime est payant, tout comme le droit à la pollution instauré dans certains pays. Ça tue, mais ça rapporte.

Isabelle Lefort : Que dire alors de la biodiversité ?

Gilles Clément : Elle est plus qu'essentielle. La situation actuelle est née du brassage naturel et universel. La biodiversité souffre de ces rencontres incessantes, certaines espèces disparaissent, mais cela apporte de la complexité et de l'hybridation naturelle et culturelle. Par exemple, les « beurs » sont nés en Europe, sans l'immigration on se serait privé de toutes ces hybridations culturelles et de la diversité. La diversité est le moteur de l'évolution, mais pour cela elle doit s'appuyer sur des substrats sains (air, eau...), qu'on doit s'empresser de dépolluer.

Isabelle Lefort : Quelle lecture politique peut-on faire de la notion de diversité ? A. Micout note que cette notion est instrumentalisée par le politique.

Gilles Clément : Il faut se caler sur la définition : bio, le vivant, la vie, et diversité, ce qui peut être dénombré comme espèces vivantes et la diversité capitale au sein de chaque espèce.

Isabelle Lefort : Une troisième entrée sans ce débat : vous proposez un jardin/village planétaire. Vous mettez donc en relation les catégories du géographe en articulant le global et le local. Est-ce une façon de construire des pratiques, des conceptions du jardin (lieu du rêve) ? Comment articulez-vous alors la microéchelle qu'est le jardin et l'échelle globale, le monde ?

Gilles Clément : C'est un constat de jardinier, qui s'est construit au fil de mes voyages : tout se mélange. Quand on se retrouve dans un jardin, la clôture n'est que mentale, elle n'a aucun sens pour les plantes et les insectes. Les frontières sont seulement administratives, politiques, mais elles ne signifient rien au niveau de la vie.

Isabelle Lefort : Le jardin ne contient pas du tout l'idée de clôture ?

Gilles Clément : Au départ, si. Jardin vient de Garten en allemand, qui signifie clôture. A l'origine, l'idée de jardin signifie garder et protéger ce qui est le meilleur, le mieux. Mais aujourd'hui, le monde est un bocal, la limite de la vie est l'espace entre la troposphère et le sol. La clôture, c'est l'univers fini. Le problème des économistes est de créer un monde infini sur un monde fini, ce qui est difficilement envisageable et réalisable. La question que nous devons nous poser est : comment jardinons-nous le monde ? Nous, politiques, jardiniers... Comment exploiter la diversité sans la détruire ?

Isabelle Lefort : C'est donc à l'échelle d'une clôture individuelle que se joue le passage du local au global.

Gilles Clément : Oui, pour s'en assurer, il suffit de regarder la météo sur Lyon, où on montre la moitié de la planète pour expliquer une situation locale. Les regards ont changé.

Isabelle Lefort : Est-ce une utopie que vous construisez, c'est-à-dire, comme pour Thomas Moore, un projet suspendu, un non-lieu ? Ou bien préfixe « u » se réfère-t-il au « eu » grec, qui signifie bien, bon.

Gilles Clément : Il faut émettre des projets, imaginer un futur heureux. Nous avons besoin de cela pour créer, faire et avancer. Et le topos, le lieu est toujours là.

Le débat entre les deux intervenants prend fin, les auditeurs posent des questions à leur tour.

Yann Calbérac : A quoi ressemblent vos jardins ?

Gilles Clément : Ils sont très variables, allant de la friche à une très grande sophistication. La question centrale est de ne pas détruire la vie qui se trouve là. La gestion écologique est possible partout. Il suffit seulement de se poser la question du sens de ce que l'on fait : qu'est-ce qui vit et circule ici ? Il faut plutôt poser la question en terme de sens que de stylistique.

Yann Calbérac : Pouvez-vous développer votre concept de jardin en mouvement ?

Gilles Clément : Il s'agit tout simplement d'exploiter les dynamiques naturelles en place. On part de l'observation que les espèces se déplacent. Le jardinier suit les pérégrinations des

espèces et fabrique son chemin en fonction de cela. C'est un mouvement physique, puis philosophique : il faut faire le plus possible avec et le moins possible contre.

Une personne dans la salle pose la question des invasives, de la propagation des graines.

Gilles Clément : La plus célèbre des invasives est sans doute le cocotier, dont les graines sont transportées par les courants marins. Le processus est tout ce qu'il y a de plus naturel. Aujourd'hui, l'homme accélère ce brassage planétaire. Autrefois, les isolements géographiques ont permis d'augmenter le nombre d'espèces. Nous, les hommes, mettons actuellement en contact des espèces qui ne l'étaient pas au départ. L'homme remet ensemble des espèces combattives, il y a parfois des pertes ou des augmentations d'espèces.

Il y a invasion quand une région est subitement prise par une espèce, par exemple l'ambroisie ou la jussie. Mais il y a peu, les merles ont introduit, par le transport des graines, de grandes chênaies, qui se sont développées de façon considérable. C'est aussi une forme d'invasion. La question de l'invasion repose sur une inquiétude face à l'étranger, c'est un discours un peu ambigu. On en a peur, mais finalement on l'accepte quand même. Car on sait comment détruire l'ambroisie : les cultures de maïs, les autoroutes et le fait de retourner et drainer la terre favorise son implantation. Un sol agricole pauvre favorise la diversité, tandis qu'un sol favorable à l'agriculture, avec de nombreux intrants, devient un sol sélectif face aux différentes espèces. On sait comment détruire ces plantes si on veut, mais les lobbies techniques sont là. Finalement, le problème des invasives est dans la tête, il est peu grave par rapport à celui de la déqualification des milieux.

Isabelle Lefort : La notion de mauvaise herbe est aussi terrible.

Gilles Clément : Il y a un côté manichéen, comme chez Bush !

Isabelle Lefort : Cela rejoint la question de l'ordre et du désordre.

Gilles Clément : Oui, d'où la nécessité du jardin éducatif, qui permet d'apprendre que la ronce est utile à l'arbre car elle empêche le chevreuil de le brouter. Quand on comprend, on admet, on laisse faire et on ne détruit pas.

Isabelle Lefort : La vision de la friche suscite également une question, car elle pose le problème des marges de l'espace. Le changement de légende que nous évoquions précédemment rejoint la géographie mentale et des représentations.

Gilles Clément : Je suis allé dans la région du cap York, en Australie, et je me suis posé cette question : pourquoi les Aborigènes ne font-ils pas de jardins ? Ils ont des maisons, mais de jardins, contrairement aux Blancs. Je me suis renseigné sur la cosmogonie aborigène, qui est un long poème et qui dit que l'esprit, après avoir parcouru le monde pour savoir comment se servir de l'esprit du rêve et après avoir trouvé l'homme qui sait, lui, se servir de l'esprit du rêve, se couche dans la terre. On ne peut donc pas toucher à la terre. Notre façon de voir le monde à une répercussion sur la façon dont on s'en occupe. Il y a une différence entre les animistes et nous par exemple. Changeons de légende !

Alain Le Griel : Il faut aborder aussi la notion de tiers-paysage, qui est une notion nouvelle, que vous développez notamment dans le *Belvédère des lichens*. Je trouve que dans vos livres, vous êtes plutôt arrogant, mais aujourd'hui, je vous trouve très noble. Je voudrais vous

demander pourquoi vous utilisez le terme de tiers-paysage, plutôt que le terme d'écotone, ou de marge.

Gilles Clément : J'ai écrit en effet le *Manifeste du tiers-paysage*. Tout est parti d'une analyse de paysage dans le Limousin : on distingue des zones sombres de forêt, des zones claires de prairie. Et quand on cherche la diversité, on ne voit rien : les intrants et la forêt gérée ne laissent pas de place à la biodiversité. Cette diversité se trouve en fait dans les minuscules espaces de friche, le long des routes, dans les anciennes tourbières, les landes climaciques... Elle prend des formes très différentes. On peut parler d'écotone, certes, mais cette biodiversité est située dans des zones qui ne se ressemblent pas entre elles. Elles sont un trésor, car elles renferment une incroyable diversité, d'où cette idée de les rassembler sous un seul terme, celui de « tiers-paysage ». Ce troisième paysage, ce tiers-paysage fait référence au tiers-état et à la phrase de l'abbé Sieyès : « Qu'est-ce que le tiers-état ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent ? Rien. Qu'aspire-t-il à devenir ? Quelque chose. ». Le manifeste du tiers-paysage est peut-être un peu dur, mais il manifeste pour cette richesse ?

Isabelle Lefort : Je propose la notion de tiers-espace, pour rendre compte de la trilogie ville/campagne/nature. C'est une perspective sociologique de recomposition culturelle de notre regard sur la nature. Le système binaire empêche de penser, d'où la nécessité d'un tiers.

Alain Le Griel : Le tiers-paysage est du côté de l'idéologie, mais quel est son rapport avec la liberté ? Que se passe-t-il si on le révèle ?

Gilles Clément : Si on révèle le tiers-paysage, il va disparaître, si on le garde caché, non. Mais si on ne dit rien sur les lieux du futur, on va les éliminer totalement. Si on les nomme, au contraire, ils deviennent quelque chose, on peut alors les défendre, grâce à la pédagogie. Le tiers-paysage n'est pas du tout un interdit.

Alain Le Griel : La liberté, ici en matière de gestion du paysage, a-t-elle un sens hors de l'idéologie ?

Gilles Clément : On ne profite jamais de l'amplitude totale de notre liberté, mais quand on acquiert une connaissance sur la complexité du vivant, on peut prendre une décision en connaissance de cause. La liberté, c'est pouvoir faire les choses au mieux, ce n'est pas toujours faire plus, mais c'est faire en sachant pourquoi on le fait. Sans pression médiatique, mais parce qu'on a pris une décision en sachant les choses.

Paul Arnould : Connaissez-vous Philippe Descola ? Car vos points de vue se rapprochent beaucoup.

Gilles Clément : Seulement par ses écrits. Je partage plus ou moins la même pensée que lui.

Paul Arnould : Pouvez-vous nous dire ce qui s'est passé avec le jardin André Citroën ? Comment s'est fait pour vous le passage des commandes privées aux commandes publiques ? Comment avez-vous vendu la friche dans un espace où le foncier atteint des sommets ?

Gilles Clément : J'avais déjà fait l'expérience de la friche dans mon jardin. J'ai pris part au concours international lancé par le quai André Citroën ? Nous étions 100 ans après les grands jardins parisiens, il fallait inventer un jardin manifeste. J'ai proposé le concept du jardin en mouvement sur 4ha de pelouse. La ville et les services techniques ont été quelque peu affolés.

Finalement le jury a associé mon projet avec un autre, car il était malgré tout intéressé par la friche. C'était difficile de convaincre les ingénieurs, la friche a été acceptée, mais que dans un coin. En fait, c'est le coin le plus emblématique du jardin, le plus présent dans les médias, c'est très important dans l'histoire, on en parle. La ville de Paris a pris un petit risque, mais elle l'a pris. A Lyon, il faut aller voir celui de l'ENS, avec les mouflons et le recyclage de tous les matériaux organiques.

Une étudiante en géographie de l'ENS de Lyon : Comment lier les politiques de verdissement et le développement durable ? Comment articuler protection et artificialisation ? Il y a comme une contradiction.

Gilles Clément : La nature n'est pas plus ou moins naturelle hors ou dans la ville, hors des textes de lois, les abeilles ne sont pas au courant ! Il n'y a pas d'intérêt de débattre de cette question.

La question de développement durable : c'est un oxymore, ça a peu d'intérêt. Le développement peut devenir un cancer, dans le cas des villes entre autres. Le développement durable doit parler de qualité et pas seulement de choses matérielles. De plus, tout change, rien n'est durable. L'homme ne revient jamais en arrière, on ne reprend jamais les anciens schémas de pensée. Il faut faire quelque chose, et si développement il y a, il doit être immatériel : on utilise aujourd'hui qu'un huitième des possibilités de notre cerveau, il faut développer cela ! Il faudrait commencer par faire un ministère de l'Education beaucoup plus grand, où l'économie lui serait inféodée. Un meilleur jardinage serait de mieux connaître les phénomènes, d'infléchir les énergies pour agir moins, mais de façon plus efficace. Le développement durable n'est pas en tout cas celui d'aujourd'hui.

Un étudiant en géographie de Lyon 2 : Quels sont les moyens de pratiquer l'écologie ? Quelles sont vos idées concrètes ?

Gilles Clément : On a besoin de changer l'économie, qu'elle soit au service du projet politique, lui-même issu du développement des écosystèmes émergents. Il y a deux dimensions : celle de l'économie planétaire et celle du projet local, des échanges de proximité. C'est une ineptie de faire faire 600 km à son yaourt alors que les vaches sont à côté de chez nous ! Il faut reprendre les calculs économiques sur des bases écologiques. Mais aujourd'hui, on plie tout au moule de l'économie.

La pratique quotidienne est possible, mais compliquée parce qu'elle rend l'individu autonome. C'est problématique pour le système économique actuel. Se mettre en réseau comporte des risques, il faut inventer un autre réseau qui ne mette pas en jeu la vie des individus.

Yann Calbérac : Vous proposez à vos étudiants d'écrire des textes. Quel est le rapport entre les pratiques de l'écriture et celles de la création de jardins ?

Gilles Clément : l'écriture est là pour expliquer aux étudiants. Le fait d'écrire oblige à synthétiser sa pensée et à éliminer les parasites. Un projet ne doit porter qu'une idée, pour ne pas l'amoindrir. On choisit ses mots avec attention, écrire une phrase qui se tient, c'est quasiment terminer le projet.

Isabelle Lefort : L'affinité avec la géographie se retrouve dans l'usage des mots, des dessins. Mais vous n'avez pas recours au système.

Gilles Clément : Chaque cas est un cas particulier, c'est pourquoi nous ne recourons pas au système.

Fin du débat.

Compte-rendu par Laura Péaud